



Département du NORD
Arrondissement de Lille
Métropole Européenne de Lille - MEL

ZAC du PETIT MENIN

Enquête publique unique relative au projet commercial « Promenade de Flandre »

- ☛ 01 - Enquête préalable à la délivrance du Permis de Construire du bâtiment Promenade de Flandre
- ☛ 02 - Enquête au titre de la Loi sur l'Eau de la ZAC du Petit Menin
- ☛ 03 - Enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet d'accessibilité de la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A 22
- ☛ 04 - Enquête parcellaire concernant le projet d'accessibilité de la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A 22
- ☛ 05 - Enquête préalable au classement dans la catégorie des autoroutes des nouvelles bretelles de raccordement à l'autoroute A 22
- ☛ 06 - Enquête préalable au déclassement de la RD 639

Communes de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing

Enquête programmée du 2 mars au 11 avril 2015
par arrêté préfectoral du 19 janvier 2015, modifié le 29 janvier 2015.

Conduite par la commission d'enquête constituée par décision du Tribunal Administratif de Lille N° E 14000167/59 du 23 décembre 2014

AVIS & CONCLUSIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Siège de l'enquête : Mairie de NEUVILLE-EN-FERRAIN

Commission d'enquête constituée par :

Monsieur Jean-Paul HÉMERY, Président de la commission d'enquête

**Messieurs Pierre GUILLEMANT
et Pierre DELHUVENNE,**

Commissaires enquêteurs titulaires

**Messieurs Pierre BAJEUX
et Olivier THEETTEN**

Commissaires enquêteurs suppléants



▲ Présentation du projet ▲

La présente enquête unique porte sur le projet commercial « Promenade de Flandre », autorisé en 2011, et son accessibilité depuis l'Autoroute A22.

Ce projet est instruit sous la responsabilité de :

Métropole Européenne de Lille (MEL),
Nouvelle dénomination de la Communauté Urbaine de Lille (CUDL)
Établissement Public de Coopération Intercommunale, sis :
1 rue du Ballon
59 034 LILLE CEDEX

Dans le domaine de ses multiples compétences, MEL a celle de l'étude et le suivi de la création de certaines catégories de voies et aménagements nouveaux.

Pour mener le projet global, MEL a reçu délégation des autres Maîtres d'Ouvrages impliqués dans le présent projet :

- La Direction Interdépartementale des Routes Nord (DIR Nord) représentant l'Etat pour la création de nouvelles bretelles d'accès à l'Autoroute A 22 ;
- Le Conseil Général du Nord, pour la modification de statut de la Route Départementale RD 639 ;
- IMMOCHAN Aménagement du groupe « AUCHAN » associé à la Société Civile Immobilière (SCI) du Petit Menin (Société ALTAREA COGEDIM) pour le permis de construire du projet commercial « Promenade de Flandre ».

Dans le cadre du projet d'aménagement global de la ZAC du Petit Menin, MEL a déposé plusieurs dossiers, au nom des différents Maîtres d'Ouvrages :

- Un dossier d'aménagement de la ZAC du Petit Menin (autorisation au titre de la loi sur l'eau) ;
- Une demande de classement dans la catégorie des autoroutes des nouvelles bretelles de raccordement à l'autoroute A 22 (déclaration d'utilité publique, enquête parcellaire, classement des bretelles dans le domaine autoroutier) ;

- Une demande relative au projet commercial « Promenade de Flandre » (permis de construire, déclassement partiel du caractère de voie express de la RD 639).

I - Cadre général dans lequel s'inscrit le projet

1 - Le projet global soumis à l'enquête unique comprend :

- ↳ la ZAC du Petit Menin ;
- ↳ le projet commercial « Promenade de Flandre » ;
- ↳ l'accessibilité à la ZAC depuis l'autoroute A 22.

Bien que l'enquête unique concerne six (6) projets distincts mais concomitants, les présentes conclusions ne concernent que l'enquête relative au permis de construire le Centre commercial Promenade de Flandre

L'accessibilité à la ZAC du Petit Menin comprend :

1.1 - Des aménagements permettant l'accessibilité à la ZAC depuis l'autoroute, avec :

- ▶ modification de la bretelle existante entre l'autoroute A22 et la rue des Champs à Roncq [sortie n°16 de l'A22, sens Lille-Courtrai (Belgique)] ;
- ▶ création d'une nouvelle voie desservant directement le site du projet commercial « Promenade de Flandre ».

1.2 - Des aménagements permettant l'accès à l'autoroute depuis la ZAC, avec :

- ▶ création d'une nouvelle bretelle autoroutière raccordant la rue des Champs à Roncq à l'autoroute A (sens Courtrai-Lille) ;
- ▶ modification de la bretelle autoroutière existante permettant de rejoindre l'autoroute A22 (sens Courtrai-Lille) depuis la RD 639 (sens Roncq-Tourcoing).

2 - Présentation du site :

Le site retenu pour la réalisation de la ZAC bénéficie des arguments suivants :

- ☞ bonne accessibilité : proximité de l'autoroute A22, réseau de transport en commun existant ;
- ☞ proximité du centre ville et des équipements pour un site retenu en limite des communes de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing ;
- ☞ site enclavé entre trois centres urbains denses et d'importantes infrastructures ;
- ☞ facilité de raccordement à la totalité des réseaux eau, électricité, gaz et assainissement.

3 - Présentation de la desserte routière du site :

Le site retenu pour la réalisation de la ZAC est implanté :

- ☞ à proximité de l'autoroute A22-E17, artère qui relie la métropole lilloise à la Belgique (ville de Courtrai), avec des accès au site depuis cette autoroute, dont le diffuseur de Neuville-en-Ferrain limitrophe au périmètre de la ZAC et la sortie de l'A22 (sens Lille-Courtrai) qui permet d'arriver rue des Champs ;
- ☞ à proximité de voies primaires et secondaires ;
 - 📍 voie express RD639 (ex N639) qui relie le boulevard périphérique de Tourcoing à la RD191 en direction de la vallée de la Lys. La RD639 est reliée à l'autoroute par l'échangeur n°17.
 - 📍 des boulevards urbains :

- le boulevard d'Halluin (RD91) à Tourcoing – Roncq ;
- le boulevard industriel (RD770) à Tourcoing ;

✚ d'importantes voies de liaisons :

- la rue du Dronckaert (RD78) à Roncq – Neuville-en-Ferrain ;
- la rue de Tourcoing à Roncq – Roncq prolongée par la rue du Brun Pain à Tourcoing (RD950B) ;
- la rue de Courtrai (RN43) à Tourcoing ;
- la rue de Tourcoing à Neuville-en-Ferrain.

4 - Description du projet :

Le projet d'aménagement global de la ZAC du Petit Menin comprend l'édification du centre commercial « Promenade de Flandre », qui propose, sur une surface de plancher de 60 000 m², un ensemble de nouveaux commerces organisés autour d'une thématique majoritairement dédiée à l'équipement de la maison et, de manière accessoire, aux loisirs.

Il prévoit la création de 46 000 m² de surface de vente accessible au public, que se répartiront 5 grandes surfaces spécialisées, 24 moyennes surfaces et 10 boutiques associées à des espaces de restauration et de service.

Le nouvel équipement pourra accueillir un effectif total d'environ 30 000 visiteurs pour 500 membres du personnel. La capacité de stationnement dépassera les 2 000 places et s'organisera sur des parkings paysagés extérieurs au cœur et en périphérie de l'îlot commercial.

L'implantation du centre commercial Promenade de Flandre devrait permettre de réaliser les objectifs suivants :

- *contribuer sensiblement au dynamisme économique régional et revitaliser davantage l'activité locale*
- *rompre avec l'image anarchique des bâtiments commerciaux implantés en entrée de ville*
- *créer un ensemble bâti homogène de qualité*
- *mettre en œuvre l'idée d'un ensemble commercial dédié à la famille et privilégiant les espaces de détente et de loisirs*
- *instaurer une politique de respect de l'environnement à travers un projet paysager qualitatif et une démarche environnementale.*

II - Appréciation du projet

Evaluation de l'intérêt général

L'intérêt général d'un projet ne s'apprécie pas seulement en fonction du but poursuivi et de l'intérêt de l'opération projetée, mais aussi en prenant en compte le passif de l'opération, c'est à dire de ses divers inconvénients, ce qui est appelé «la théorie du bilan».

Dans le cadre de l'enquête préalable à la réalisation éventuelle d'un projet, le commissaire enquêteur et les membres de la commission d'enquête se doivent de faire une analyse bilancielle de l'opération à travers 3 questions :

- 1^{ère} : quels sont les avantages de l'opération ?
- 2^{ème} : quels sont les inconvénients de l'opération ?
- 3^{ème} : quel est le bilan avantages / inconvénients de l'opération qui justifie concrètement un caractère d'utilité publique de l'opération ?

Situation actuelle :

Le site retenu pour réaliser la ZAC du Petit Menin se trouve intégré au cœur d'un réseau de voies de dessertes locales qui sont desservies à partir de l'Autoroute A22 par l'intermédiaire de bretelles d'accès.

Il consiste en espaces agricoles fragmentés par deux chemins en croix. Au sud, une station de transformateur électrique forme une encoche dans le terrain. Cette installation apporte de sévères contraintes de hauteurs et d'usage au droit des câbles à haute tension.

L'ensemble de la zone souffre d'un déficit de traitement paysager.

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de Lille Métropole prévoit une requalification de cette entrée nord de l'agglomération lilloise. Le choix de localisation du projet répond à une volonté de privilégier la densification de secteurs urbanisés.

Situation projetée :

L'aménagement de Promenade de Flandre vise à renforcer l'attractivité du site en réalisant un «*pôle d'excellence sur le thème principal de l'équipement de la maison*» et viendra clore ce site sur son côté ouest à l'angle de l'A22 et de la RD639.

❖ - 1 Quels sont les avantages de l'opération ?

Redynamisation de l'activité locale d'un secteur, porté les autorités de la Métropole lilloise.

Le nouveau parc commercial offrira une vitrine pour la porte nord d'entrée de France et de l'agglomération lilloise.

Création de 750 emplois pérennes.

Attractivité de nouveaux équipements de nature à retenir les clients du côté français.

Intégration paysagère de qualité.

Amélioration des accès à la zone.

❖ - 2 -Quels sont les inconvénients de l'opération ?

Le projet Promenade de Flandre va :

- supprimer un espace agricole ;
- supprimer une zone humide.
- artificialiser les sols.

De plus, il est susceptible de générer un accroissement des circulations ;

❖ - 3 Le bilan avantages / inconvénients de l'opération.

Doivent ainsi être pris en considération, les atteintes faites à la biodiversité, le coût financier et éventuellement les inconvénients d'ordre social ou l'atteinte à d'autres intérêts publics, par rapport à l'intérêt présenté par l'opération.

Les atteintes à la biodiversité

Aucune espèce faunistique et floristique patrimoniale n'a été identifiée dans un secteur agricole exploité depuis de nombreuses années et implanté au cœur d'un secteur urbanisé relativement dense.

Le projet a pris en considération l'écologie du secteur en créant des aménagements apaisés, et en accompagnant le projet par des végétalisations et plantations telles qu'elles ont été présentées au dossier.

La mesure compensatoire de destruction de zone humide vise à créer sur le site une fonction écologique inexistante à ce jour.

Au regard de la commission d'enquête, l'implantation du centre commercial Promenade de Flandre ne présente pas d'inconvénients notables dans la mesure où le projet constitue une requalification urbaine et paysagère du secteur, dont les conséquences environnementales sont limitées et maîtrisées.

Le coût financier

Sans référence sur le sujet, la commission d'enquête n'est pas en capacité de s'exprimer sur le coût estimé de l'opération.

Les inconvénients d'ordre social et l'atteinte à d'autres intérêts publics.

1- Les raisons sociales

La CE ne perçoit aucun inconvénient d'ordre social ni d'atteinte à des intérêts publics. En effet, les terres sont exploitées à titre précaire sur des terrains appartenant à Immochan Aménagement.

En outre, la réalisation du projet Promenade de Flandre devrait entraîner la création de :

- 200 emplois liés aux travaux durant la phase de réalisation
- 650 emplois par le projet Promenade de Flandre (commerces et restauration), auxquels viennent s'ajouter 100 emplois indirects (gardiennage, entretien, livraisons...).

2- L'intérêt public de la santé publique

Aucun impact n'est attendu du fait du projet Promenade de Flandre sur la santé des populations concernées

3- Les intérêts de l'environnement

Le parti-pris paysager de la Promenade de Flandre devrait offrir une image qualitative de l'entrée à la fois sur le territoire communautaire et sur le territoire national depuis la Belgique

Certaines mesures, telle la récupération de l'eau de pluie pour l'alimentation exclusive des sanitaires communs, ainsi que pour l'arrosage des espaces verts et le nettoyage des sols, ou le choix de pompes à chaleur comme choix énergétique pour la climatisation hiver/été des bâtiments, contribuent à éviter le gaspillage de ressources naturelles.

Compte tenu de l'état initial du secteur étudié et des aménagements prévus et présentés par le pétitionnaire, la commission d'enquête estime que le projet a pris en compte la plupart des intérêts de l'environnement.

4- Les autres critères examinés

4.1 – Documents stratégiques :

Le projet n'est pas en contradiction avec les documents stratégiques qui couvrent ce secteur de la Métropole Européenne de Lille, et s'inscrit notamment dans le cadre du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de LILLE Métropole, qui prévoit une requalification de cette

entrée Nord de l'arrondissement de Lille, Porte de Flandre dans un souci d'amélioration de la qualité urbaine et paysagère.

4.2 - Compatibilité avec les documents d'urbanisme :

Dans l'état actuel, le projet est compatible avec les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes concernées par le projet, dans le cadre communautaire.

Les règlements communautaires opposables ne sont pas en contradiction avec le projet présenté à l'enquête.

Conclusions sur l'analyse bilancielle

Au terme de cette analyse bilancielle des différents critères qui sous-tendent le caractère d'intérêt ou de désutilité du projet soumis à l'enquête, la commission d'enquête considère que les avantages du projet de construction du centre commercial l'emportent sur les inconvénients qu'il pourrait générer et la commission opte en faveur de sa réalisation.

III - Conclusions

A l'issue d'une enquête unique ayant duré 41 jours :

- Vu l'enquête qui a été ouverte et organisée par arrêté préfectoral du 19 janvier 2015, modifié le 29 janvier 2015, signé par Monsieur Gilles BARSACQ, secrétaire général de la Préfecture du Nord, par délégation de Monsieur le Préfet du Nord.
- vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- vu le décret du 26 décembre 2014, relatif à la partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- vu les délibérations n° 07 C 0305 du 29 juin 2007 du conseil de Lille Métropole Communauté Urbaine approuvant la création de la ZAC du Petit Menin et n° 08 C 0116 du 1^{er} février 2008 modifiant le dossier de création de la ZAC et son périmètre ;
- vu la délibération n° 14 C 0259 du 26 juin 2014 par laquelle le conseil de Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) tire le bilan de la concertation préalable relative aux travaux d'accessibilité de la ZAC du Petit Menin et décide d'engager la phase d'enquête publique unique ;
- vu la délibération du conseil municipal de Neuville-en-Ferrain n°10 du 11 octobre 2012 approuvant la demande de modification du Plan Local d'Urbanisme en vue de permettre la réalisation, sur la Zone d'Aménagement Concerté dite « Petit Menin », d'un programme à vocation commerciale, principalement, sur le thème d'équipement de la maison et de manière accessoire aux loisirs ;
- vu le projet de convention tripartite précisant les engagements réciproques entre Immochan Aménagement, l'Etat et Lille Métropole concernant l'opération d'accessibilité à la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A22 sur les communes de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing ;
- vu la délibération n° 13 C 0645 du 13 décembre 2013 par laquelle le conseil de Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) autorise Madame la Présidente à signer avec l'Etat et le concessionnaire de la ZAC la convention d'accessibilité à la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A22 ;
- vu les courriers des 14 et 17 octobre 2014, du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie relatifs aux aménagements d'accès à la ZAC du Petit Menin ;

- vu le bilan de la concertation préalable relative à l'opération d'accessibilité à la ZAC du Petit Menin depuis l'autoroute A22 sur les communes de Roncq, Neuville-en-Ferrain et Tourcoing approuvé par l'État et Lille Métropole ;
- vu la lettre du 14 octobre 2014 par laquelle le ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie approuve le principe de réalisation des aménagements relatifs à la modification des accès n°16 et 17 de l'autoroute A22 à la ZAC du Petit Menin ;
- vu le dossier d'enquête unique constitué en application de l'article R. 123-8 du code de l'environnement ;
- vu la décision n° E14000167/59 du 23 décembre 2014 par laquelle la Madame présidente du tribunal administratif de Lille décide de constituer une commission d'enquête, constituée par :
 - Monsieur Jean-Paul HÉMERY, président de la commission d'enquête ;
 - Messieurs Pierre GUILLEMANT et Pierre DELHUVENNE, membres titulaires ;
 - Messieurs Olivier THEETTEN et Pierre BAJEUX, membres suppléants.
- vu le déroulement de l'enquête qui s'est tenue du 2 mars au 11 avril 2015 ;
- vu la consultation transfrontalière avec les autorités belges flamandes et wallonnes ;
- vu les visites et investigations de la commission d'enquête ;
- vu les observations du public collectées au cours de l'enquête, de celles des autorités belges, de la commission d'enquête et des réponses de Métropole Européennes de Lille ;
- vu les conclusions de l'analyse bilancielle de la commission d'enquête.

La commission d'enquête :

Considérant que le déroulement de l'enquête a été réalisé dans les conditions prescrites par l'arrêté préfectoral ;

Considérant que la publicité réglementaire a été respectée, tant pour les insertions dans les délais requis dans deux journaux différents diffusés dans le département du Nord et par voie d'affiches, constatés par les membres de la commission d'enquête :

- sur le terrain, aux abords de la ZAC du Petit Menin et de ses raccordements ;
- dans les mairies des communes de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing ;
- au bureau d'accueil de la Préfecture du Nord, au siège de MEL et du Conseil Général du Nord.

Constatant que l'avis d'enquête a également été publié sur les sites internet de la Préfecture du Nord et de MEL ;

Considérant que les documents contenus dans les dossiers soumis à l'enquête publique ont permis aux populations de disposer d'une information complète et détaillée sur le projet global de création de la ZAC du Petit Menin et de construction du centre commercial Promenade de Flandre ;

Considérant que les conditions de mise à disposition des dossiers d'enquête ont permis au public d'en prendre connaissance, aux jours et heures d'ouvertures normales d'ouverture des bureaux des mairies de Neuville-en-Ferrain, Roncq et Tourcoing, dès le 2 mars 2015 ;

Constatant que le public pouvait s'exprimer par écrit, en se déplaçant dans les mairies ou sans déplacement en s'exprimant sur un site internet, dédié à l'enquête, au siège de la Préfecture du Nord ;

Considérant que la consultation transfrontalière a permis aux autorités belges de s'exprimer, avec retard, sur le projet qui leur a été communiqué ;

Considérant que des publicités extra légales de l'annonce de l'enquête ont complété les publicités réglementaires ;

Considérant la décision n°123 du 5 décembre 2011 de la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) du Nord autorisant la demande de création d'un ensemble commercial spécialisé en équipement de maison, bricolage, de la personne et culture et loisirs ;

Considérant que la réunion publique du 20 février 2015 a permis d'éclairer les participants sur le projet mis à la consultation du public ;

Considérant que les représentants de MEL ont répondu sans restriction aux questions qui leur ont été soumises ;

Considérant qu'un nombre très faible d'observations ont pu être recueillies malgré les efforts et moyens déployés pour assurer la publicité de cette enquête et informer la population ;

Considérant que le projet de construction du centre commercial Promenade de Flandre est compatible avec les documents de planification et de programmation d'urbanisme, et au Plan de Déplacement Urbain approuvé le 11 juin 2013, après enquête publique ;

Considérant que le projet Promenade de Flandre constitue un élément primordial de l'aménagement de la ZAC du Petit Menin ;

Considérant que la gamme de produits qui y seront commercialisés apparaît complémentaire de celle des commerces de centre-ville ou de l'hypermarché voisins ;

Considérant que, de par le caractère distinctif de sa « façade filtre » et de la réflexion paysagère apporté à sa conception, le projet paraît apte à remplir le rôle qu'il s'est assigné de présenter une « vitrine » aux usagers de l'A22 entrant en France ;

Considérant que le choix du site, à proximité d'autoroutes, répond à une nécessité de densification urbaine tout en évitant la pénétration urbaine du trafic routier logistique et chaland qu'impliquerait une implantation du centre commercial en pleine ville ;

Considérant que l'implantation du centre commercial Promenade de Flandre devrait contribuer, dans le contexte actuel de l'emploi régional particulièrement déprimé, à la création de plusieurs centaines d'emplois locaux pérennes ;

Considérant que la sécurité, au sens large n'a pas fait l'objet de recommandations de la part des autorités compétentes.

Pour ces motifs :

La commission d'enquête émet un avis favorable, à l'unanimité, à la délivrance de permis de construire du Centre Commercial Promenade de Flandre.

Cet avis est accompagné de 1 réserve et de 2 recommandations.

Réserve :

La délivrance du PC est conditionnée par l'obtention des autorisations sollicitées au titre du dossier Loi sur l'Eau

Recommandations :

N°1 - La commission d'enquête recommande la mise en place d'un comité de suivi de commercialisation, dont le principe avait été retenu antérieurement par le Vice-Président au Développement Economique de la MEL.

N° 2 - La commission recommande au pétitionnaire d'approfondir son étude énergétique afin de parfaire l'adéquation entre ses positions de principe en faveur de l'environnement et leur

application effective dans le programme énergétique de Promenade de Flandre.

La commission considère que : le choix de l'électricité associée à une solution dite de « développement durable » via un chauffage par pompes à chaleur est tout-à-fait rationnel, tant sur le plan économique que de l'efficacité énergétique. En effet, pour 1kWh d'électricité consommé, une pompe à chaleur aérothermique restitue, grossièrement, 2 à 4kWh et ce pour le coût d'investissement et d'entretien le plus avantageux.

Cependant, les termes « intégrer les énergies renouvelables » impliquent que soit prise en compte l'origine de l'électricité nécessaire au fonctionnement des pompes à chaleur. Or, cette question est exclue de l'étude. Ainsi, la géothermie, les systèmes solaires photovoltaïques ont été écartés au motif de leur « puissance potentielle trop faible par rapport aux besoins ».

Le simple fait, pourtant, que cette source d'énergie renouvelable soit insuffisante pour alimenter le centre commercial ne saurait, compte tenu de la surface qu'occupera le projet, la disqualifier d'être envisagée comme appoint d'énergie renouvelable. L'électricité produite pourrait, au demeurant, être injectée dans le réseau.

Une production d'énergie renouvelable permettrait, dans une certaine mesure, de compenser les émissions de CO₂ des pompes à chaleur (celles-ci étant plus importantes que celles de la filière bois), sans compter les émissions dues à l'accroissement de la circulation automobile engendré par l'implantation du centre commercial.

A noter que le calcul des émissions contenu dans l'étude d'impact indique, que « Le projet d'aménagement de la ZAC du Petit Menin entraîne une augmentation des émissions d'oxyde de carbone (CO₂) et donc du coût de l'effet de serre ».

La production d'énergie renouvelable serait surtout conforme à la cible 2, "Gestion de l'énergie" de la Charte de qualité environnementale des sites commerciaux » d'Immochan, qui énonce que :

« La production d'énergie traditionnelle sous forme d'électricité, de chauffage-climatisation est la cause principale de pollution atmosphérique : émissions de gaz à effet de serre (CO₂), smog, pluies acides et autres pollutions d'air. Une réduction de la consommation et une orientation vers des énergies renouvelables est indispensable. Afin de réduire la consommation d'énergie liée à notre activité, on peut agir sur 3 points :

Travail sur l'isolation du bâtiment et son orientation,

Utilisation des énergies renouvelables,

Choix d'équipements économes pour les appareils électroniques et d'éclairage.

Objectifs :

- Réduire les besoins d'énergie des bâtiments pour permettre la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- Développer la production d'énergie renouvelable.

Lille, le 28 mai 2015

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. Guillemant', with a large loop at the end.

Monsieur Pierre GUILLEMANT
Commissaire enquêteur titulaire

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. Delhuvanne', with a large loop at the end.

Monsieur Pierre DELHUVENNE
Commissaire enquêteur titulaire

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J.-P. Hemery', with a large loop at the end.

Monsieur Jean-Paul HEMERY
Président de la commission d'enquête